

JUIN 2022 - MAI 2023



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2022-2023

IOI Plateforme
IOI Droits humains

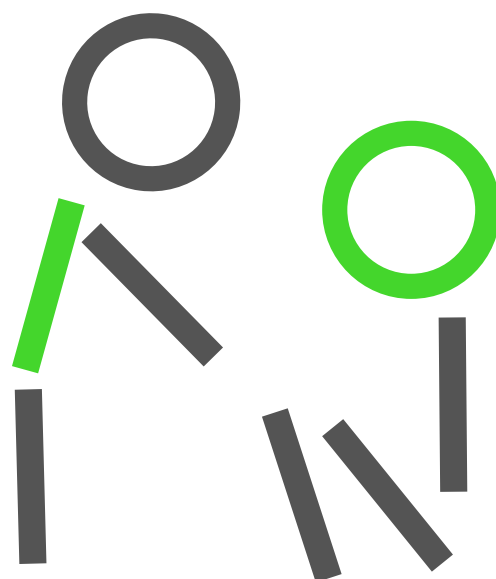


ACRONYMES

AADH	Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme	FIDH	Fédération internationale des droits humains
ACAT	Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture	FR	Forum Réfugiés
ADHEOS	Association d'Aide et de Défense Homosexuelle, pour l'égalité des Orientations Sexuelles	HD	Human Dignity
AGIR ENSEMBLE	Agir ensemble pour les droits humains	HRDN	Human Rights and Democracy Network
AFCNDH	Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme	ISHR	International Service for Human Rights
AFD	Agence Française de développement	LaBap	La Balle Aux Prisonniers
APD	Aide publique au développement	LOR	Les Orchidées Rouges
ASF	Avocats Sans Frontières	MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
CCEM	Comité contre l'esclavage moderne	OSC	Organisation de la société civile
CFDA	Collectif des Familles de Disparus en Algérie	OIAD	Observatoire International des Avocats en Danger
CNDSI	Conseil national pour le développement et la solidarité internationale	ONG	Organisation non gouvernementale
CADHP	Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples	PDH	Plateforme droits Humains
COPIL	Comité de Pilotage	PI	Prison Insider
CVDDH	Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme	PROJET DÉFENSEUR.E.S	Initiative pour les défenseur.es des droits humains dans le monde
DDH	Défenseurs/défenseuses des droits humains	REF	Réseau Euromed France
ECPAT	End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of children for sexual purposes	RSF	Reporters Sans Frontières
ECPM	Ensemble Contre la Peine de Mort	SIL	Solidarité Internationale LGBTQI+
EQUIPOP	Equipop	TDHF	Terre des Hommes France
ERIM	Equal Rights & Independent Media	TLP	Tournons La Page
FONDS DÉDIÉ	Fonds dédié aux droits humains pour appuyer structurellement et soutenir les micros-méso-projets liés au secteur des droits humains	UA	Union Africaine
FDF	Fondation de France	UE	Union Européenne
FEMED	Fédération Euro-Méditerranéenne contre les Disparitions forcées	VCHR	Vietnam Committee on Human Rights
FIACAT	Fédération Internationale des Actions des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture	WCADP	Coalition Mondiale Contre la Peine de Mort - acronyme en anglais World Coalition Against Death Penalty

SOMMAIRE

- 5 Editorial
- 6 Qui sommes-nous ?
- 12 L'action de nos membres
- 14 Notre gouvernance
- 15 Notre bilan : les 5 ans de la PDH
- 18 Lancement du projet défenseur.e.s
- 20 Nos groupes de travail
- 24 Nos espaces informels
- 25 Événements et notes de position
- 28 Budget
- 30 Perspective : Fonds dédié



EDITORIAL

C'est avec une grande fierté et enthousiasme que nous vous présentons le rapport d'activité de la Plateforme Droits Humains (PDH) pour l'année 2022. Cette année marque un moment particulièrement significatif pour notre réseau, puisqu'elle célèbre l'anniversaire des 5 ans de notre création et témoigne de notre montée en puissance. La PDH est encore un réseau relativement jeune, mais il a su se développer rapidement en termes de structuration, d'adhésion d'OSC françaises du secteur des droits humains, et a acquis en peu de temps une bonne visibilité auprès d'autres acteurs associatifs et institutionnels.

Au cours de l'année écoulée, la PDH s'est engagée dans de nombreuses actions de plaidoyer et de visibilité autour des financements des organisations de la société civile (OSC) françaises du secteur des droits humains. Nous avons multiplié les initiatives, telles que des tribunes, des rapports de plaidoyer ou encore des notes de position, pour sensibiliser aux défis auxquels les OSC sont confrontées. De plus, nous avons porté une attention particulière au rétrécissement de l'espace civique avec notamment notre proposition d'un visa européen pour les défenseurs et les défenseuses des droits humains (DDH), notre rapport de plaidoyer "Stop au rétrécissement de l'espace civique : l'appel à l'action de la PDH", et le lancement du projet "Initiative pour les défenseur.es des droits humains dans le monde" sur la protection des DDH en collaboration avec cinq membres du réseau PDH. Ce projet est mis en œuvre dans dix pays d'intervention, et nous avons entretenu des liens étroits avec les volets national et international de l'Initiative Marianne, dans lequel ce projet s'inscrit.

La PDH et ses membres étaient présents et représentés dans les grands rendez-vous des droits humains en 2022 : le Congrès mondial contre la peine de mort à Berlin d'Ensemble contre la peine de mort (ECPM), les célébrations des 100 ans de la Fédération internationale des droits humains (FIDH), le séminaire des OSC Union africaine (UA) - Union européenne (UE), les rencontres Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI) et les différentes actions à l'occasion de la Journée internationale des droits humains organisées par la ville de Lyon, le 10 décembre.

Enfin, nous avons poursuivi et intensifié nos échanges tripartites avec l'Agence française de développement (AFD), le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) et la PDH en vue de la mise en place d'un Fonds dédié au secteur des droits humains. Ces échanges reflètent notre détermination à renforcer les mécanismes de financement pour soutenir efficacement les organisations non gouvernementales (ONG) et associations fers de lance du combat pour les droits humains.

L'année 2022 a été une année riche en réalisations pour la PDH, et nous sommes impatients de poursuivre notre mission en faveur des droits humains. Nous tenons à remercier chaleureusement tous les membres de notre réseau, ainsi que nos partenaires et soutiens, pour leur engagement et leur contribution précieuse à nos activités. Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour la promotion et la protection des droits humains, en consolidant notre position et en élargissant notre influence.

Merci de votre soutien continu.

Raphaël Chenuil-Hazan
Président



QUI SOMMES NOUS ?

Créée en septembre 2017, la PDH est un collectif de 29 ONG ayant leur siège social en France et agissant à l'international pour la promotion et la défense des droits humains. Agir ensemble pour les droits humains (Agir ensemble) est un de ses membres fondateurs et assure le secrétariat, et le reporting auprès des partenaires techniques et financiers.

Depuis sa création par 12 ONG fondatrices, la PDH a évolué vers une formalisation de sa gouvernance et une véritable mise en réseau des acteurs français des droits humains.

Ce projet de constitution d'un collectif des ONG agissant pour la promotion et la défense des droits humains est issu du constat qu'il n'existait pas, en France, de réseau offrant un espace permanent d'échange et de collaboration aux ONG françaises engagées sur ces enjeux au niveau international.

La mise en place et l'animation d'une dynamique collective entendent soutenir les acteurs du secteur en accroissant leurs capacités de représentation et leur visibilité tout en favorisant leur mise en lien et leur renforcement mutuel.

De nombreuses activités sont prévues dans le cadre de la PDH : animation de groupes de travail entre membres, dialogue avec les pouvoirs publics et des acteurs privés, production de documents de plaidoyer, participation à des rencontres institutionnelles, organisation d'événements et de formations.

IOI Plateforme IOI Droits humains



AADH



Alliance des avocats pour les droits de l'Homme

AADH organise un soutien juridique gratuit et confidentiel au profit des associations, des ONG et des institutions nationales et internationales dédiées aux droits de la personne humaine.

Date de création : 2009

Thématique : Droits humains

ACAT FRANCE



Action des chrétiens pour l'abolition de la torture

ACAT FRANCE assiste les victimes en se constituant partie civile devant les juridictions pénales. ACAT FRANCE concourt à leur protection par toutes actions en faveur du droit d'asile et de la vigilance à l'égard des renvois qui s'avèreraient dangereux.

Date de création : 1974

Thématiques : Torture, peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, peine de mort

ADHEOS



Association d'aide, de défense homosexuelle, pour l'égalité des orientations sexuelles

ADHEOS est une des plus importantes et influentes structures LGBTI en France.

Date de création : 2005

Thématiques : Lutte contre la discrimination des personnes LGBT, lutte contre le sida, les IST, droit des minorités sexuelles

AFCNDH



Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme

AFCNDH a vocation à renforcer les liens et la coopération entre les différentes institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'Homme. AFCNDH vise également à soutenir et développer leur action à l'échelle nationale.

Date de création : 2002

Thématique : Droits humains

AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS



Agir ensemble

Agir ensemble s'engage pour défendre et promouvoir les droits humains et les libertés à travers le monde. Agir Ensemble appuie des projets qui sont élaborés et menés sur le terrain par des associations ou des groupes locaux.

Date de création : 1989

Thématique : Droits humains

ASF - FRANCE



Avocats Sans Frontières France

ASF FRANCE assure la défense de toute personne dont les droits sont menacés et qui ne dispose pas d'un avocat libre et indépendant pour sa défense. ASF FRANCE porte assistance aux avocats et défenseurs des droits humains menacés en raison de leur engagement.

Date de création : 1998

Thématiques : État de droit, accès à la justice

WCADP

Coalition mondiale contre la peine de mort



Coalition mondiale vise à renforcer la dimension internationale du combat contre la peine de mort, en soutenant le travail de ses organisations membres et en coordonnant le plaidoyer international.

Date de création : 2002

Thématique : Peine de mort

CFDA

Collectif des familles de disparus en Algérie



CFDA défend le droit à la vérité et à la justice des familles, sensibilise l'opinion publique nationale et internationale, lutte contre l'impunité et œuvre pour un État de droit effectif, respectueux des libertés fondamentales en Algérie.

Date de création : 1998

Thématiques : État de droit, justice transitionnelle, impunité

ECPAT FRANCE

End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Child for Sexual Purposes



ECPAT FRANCE consolide les systèmes de protection de l'enfance afin que chaque enfant puisse vivre dans un monde où son corps n'est pas une marchandise. ECPAT FRANCE met aussi en œuvre des actions permettant de prévenir la violence à l'encontre des enfants et favoriser le rétablissement et la réinsertion des enfants victimes de violence.

Date de création : 1997

Thématiques : Droit de l'enfant, exploitations

CCEM

Comité contre l'esclavage moderne



CCEM propose aux victimes un accompagnement juridique, social suivi médical et psychologique ainsi que d'un accompagnement socio-éducatif et administratif. CCEM lutte pour la poursuite et la condamnation des auteurs, interpelle les pouvoirs publics et sensibilise l'opinion publique.

Date de création : 1994

Thématiques : État de droit, accès à la justice

CVDDH

Comité Vietnam pour la défense des droits de l'Homme



CVDDH promeut et protège les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Vietnam. En particulier la situation de la liberté d'expression, de la liberté religieuse, des droits des femmes et des minorités. CVDDH documente les cas de violations afin d'informer, d'alerter et de mobiliser la communauté internationale.

Date de création : 1975

Thématiques : Droits humains, État de droit

ECPM

Ensemble contre la peine de mort



ECPM agit pour lutter contre la peine capitale par du plaidoyer auprès des pouvoirs publics, le renforcement de la société civile abolitionniste, la création et la diffusion de publications, le soutien aux condamnés à mort. ECPM est à l'origine des Congrès mondiaux contre la peine de mort, qu'elle organise tous les trois ans.

Date de création : 2000

Thématique : Peine de mort

EQUIPOP



EQUIPOP agit pour les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde, en combinant mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats notamment en Afrique de l'Ouest avec les acteurs et actrices locales jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international pour lutter contre les inégalités femmes-hommes. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.

Date de création : 1993

Thématique : Droits et santé des femmes et des filles

ERIM



Equal Rights & Independent Media

ERIM contribue à l'établissement ou au maintien de sociétés en paix, démocratiques, justes et durables dans lesquelles les individu-e-s jouissent de droits égaux et ont accès à une information plurielle et indépendante. Pour cela, ERIM appuie et renforce la société civile et les médias indépendants afin qu'ils soient plus durables, résilients et mieux à même de défendre le respect des principes démocratiques, des libertés fondamentales et des droits humains.

Date de création : 2004

Thématiques : Liberté d'expression, droits humains, accès à l'information

FIACAT



Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture

La FIACAT regroupe une trentaine d'associations nationales, les ACAT, présentes sur trois continents. La FIACAT aide ses associations membres à se structurer. Elle soutient le processus qui fait des ACAT des acteurs de poids de la société civile, capables de sensibiliser l'opinion publique et d'avoir un impact sur les autorités de leur pays.

Date de création : 1987

Thématiques : Torture, peine de mort

FIDH



Fédération Internationale pour les Droits Humains

Réseau de 188 organisations de défense des droits humains dans 116 pays. La FIDH agit pour la protection des victimes de violations des droits humains, la prévention de ces violations et la poursuite de leurs auteurs. Elle agit aux niveaux régional, national et international en soutien de ses organisations membres et partenaires.

Date de création : 1922

Thématique : Droits humains

FEMED

Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées



FEMED soutient les associations de familles de disparus et les défenseurs des droits de l'Homme à travers des missions de plaidoyers ou encore des formations à destination de la société civile. Ainsi, 26 associations du pourtour de la Méditerranée représentant 12 pays composent aujourd'hui la FEMED.

Date de création : 2007

Thématiques : Disparitions forcées, impunité

FORUM REFUGIES



Forum Réfugiés accompagne en France des milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés. Elle assure le premier accueil, la gestion de centres d'hébergement, un accompagnement à l'intégration des réfugiés et en centre de rétention administrative, et des soins de santé mentale. En s'engageant en faveur des droits des personnes vulnérables dans certains pays d'origine ou de transit, l'organisation souhaite améliorer, d'un bout à l'autre des routes de l'exil, sa connaissance des contextes locaux et par la même sa compréhension des motifs d'exil ainsi que des parcours de migrations.

Date de création : 1982

Thématiques : Droit d'asile, migration

HUMAN DIGNITY



Human Dignity promeut et défend les droits économiques, sociaux et culturels en Afrique subsaharienne. Parce que la santé, la culture, l'alimentation, le logement, l'eau, l'assainissement, l'éducation sont aussi des droits humains. Human Dignity cherche à autonomiser et à contribuer à transformer la vie des personnes et des communautés.

Date de création : 2014

Thématiques : Droits économiques, sociaux et culturels

LES ORCHIDÉES ROUGES



Les Orchidées Rouges œuvrent en France et en Côte d'Ivoire, pour l'éradication des mutilations sexuelles féminines, du mariage forcé, et de toutes les formes de violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Elles les accompagnent dans une démarche interculturelle, dans leur reconstruction globale, jusqu'à leur (ré)insertion sociale et professionnelle.

Date de création : 2017

Thématiques : Excision, mariage forcé, santé

PRISON INSIDER



Prison Insider est une plateforme de production et de diffusion d'informations sur les prisons dans le monde. Son objectif est d'informer, comparer et témoigner sur les conditions de détention au regard des droits fondamentaux. Prison Insider recense et vérifie les données disponibles ; produit des informations, des connaissances et des savoirs et les rend accessibles au plus grand nombre. L'association mobilise un réseau d'acteurs à travers le monde, avec pour finalité de donner les moyens d'agir.

Date de création : 2015

Thématiques : Prisons, conditions de détention

LABAP



La balle aux prisonniers

Considérant le sport comme vecteur de changement social au service du développement, l'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes incarcérées et de participer à leur réinsertion principalement par la promotion du sport en prison et par toute autre activité culturelle ou sociale. L'association vise à plaider et à développer des programmes en France et à l'international.

Date de création : 2016

Thématiques : Prison, sport

OIAD



Observatoire international des avocats en danger

L'OIAD défend les avocats menacés dans le cadre de l'exercice de leur profession et dénonce les situations attentatoires aux droits de la défense. Ses axes d'action sont de conjuguer alertes, soutien sur le terrain et formation. Ils dénoncent ces situations auprès de l'opinion publique, des autorités et auprès des organisations mondiales, et mettent en place des mécanismes d'aide d'urgence.

Date de création : 2016

Thématique : Droit de la défense

RSF



Reporters Sans Frontières

RSF défend le droit, pour chaque être humain, d'avoir accès à une information libre et fiable. Ils agissent pour la liberté, le pluralisme et l'indépendance du journalisme et défendent celles et ceux qui incarnent ces idéaux. Leur champ d'activité recouvre plusieurs modes d'actions : interventions sur le terrain, plaidoyer, et initiatives pour faire bouger les lignes du droit international.

Date de création : 1985

Thématiques : Liberté de la presse, pluralisme et indépendance du journalisme

REF

Réseau Euromed France



Réseau pluri-thématique (éducation et jeunesse, art et culture, migration, économie sociale et solidaire, environnement, égalité entre femmes et hommes, droits de l'Homme, recherche) dont les membres se rassemblent autour de la même volonté d'œuvrer avec l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen pour un espace plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

Date de création : 2005

Thématiques : Droits humains

SIL

Solidarité internationale LGBTQI



SIL vise à mobiliser la société française et tout particulièrement la communauté LGBTQI pour apporter un soutien à tous ceux et toutes celles qui se battent pour les droits des personnes LGBTQI dans des pays où les LGBT-phobies sont fortes. travail de plaidoyer auprès des pouvoirs publics français au niveau national ou local, ainsi qu'auprès des organisations internationales.

Date de création : 1999

Thématique : Droits des LGBTQI

TERRE DES HOMMES



TDH agit pour que chaque être humain puisse « vivre digne ». De la sensibilisation des populations aux actions concrètes sur le terrain, elle participe, avec la fédération internationale, à l'élaboration et au suivi de projets en France et dans le monde entier. Ils s'engagent avec les enfants et les jeunes dans des actions contre les causes du changement climatique et pour des solutions face à ses conséquences.

Date de création : 1960

Thématiques : Droits de l'enfant, changement climatique

SOS AFRICAINES EN DANGER



C'est une association qui rassemble de jeunes réfugiées d'Afrique de l'Ouest, musulmanes, qui ont fui l'excision et le mariage forcé subi enfants et sont venues à Paris trouver la liberté.

Les "AFRICAINES EN DANGER" sont les petites filles restées au village risquant à tout instant d'être excisées et mariées enfants.

Date de création : 2013

Thématiques : Excision, mariage forcé, santé

TLP

Tournons La Page



C'est un mouvement réunissant des acteurs des sociétés civiles africaines soutenus par des organisations européennes dont l'objectif est la promotion de l'alternance démocratique en Afrique, en menant des actions pacifiques et non partisans. Le mouvement est aujourd'hui actif dans 14 pays africains grâce à plus de deux-cents organisations de la société civile grâce à plus de 200 organisations de la société civile.

Date de création : 2014

Thématiques : Droits civils, politiques, économiques et sociaux, corruption

L'ACTION DE NOS MEMBRES

29

ONG



PLUS DE

85

PAYS

D'INTERVENTION



SUR **4** CONTINENTS



Droits civils et politiques



Torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants



Droits des personnes LGBTQIA+



État de droit, lutte contre la corruption



Droits de l'enfant



Liberté d'expression, indépendance et pluralisme du journalisme



Droits et santé des femmes et des filles



Peine de mort



Disparitions forcées, impunité



Droit d'asile, migrations



Prison, conditions de détention



Droits économiques, sociaux et culturels



Mutilations sexuelles, mariage forcé



Droit de la défense, accès à la justice



Changement climatique



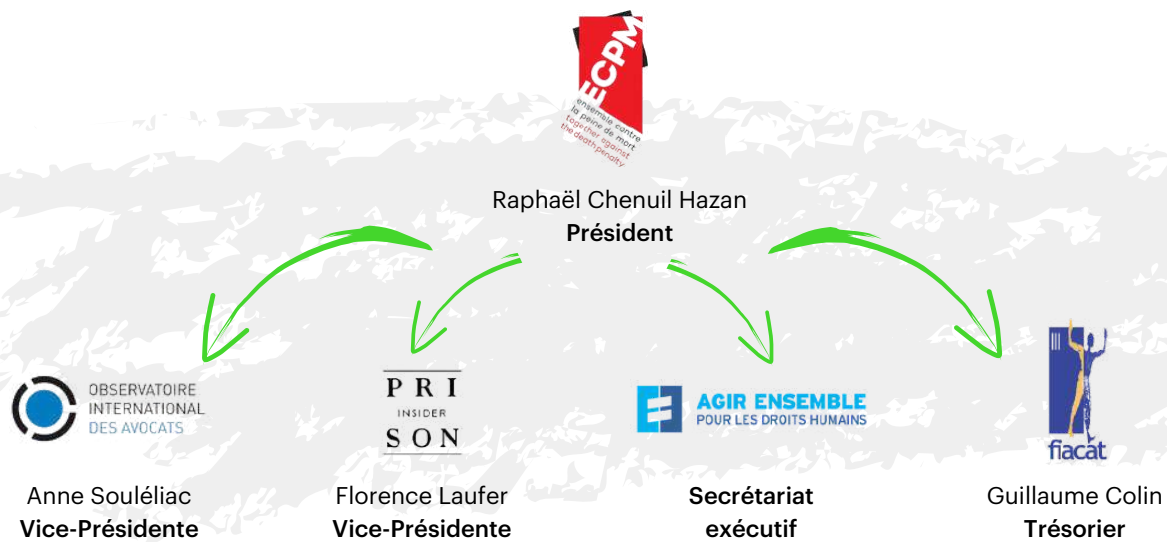
Esclavage moderne

NOTRE GOUVERNANCE

La PDH est composée d'un Comité de Pilotage (COPI) et d'un Bureau. Les membres du COPI ont été élus par l'Assemblée Générale de juin 2022.

Le COPI a élu, parmi les représentants de ses membres, un Bureau composé comme suit :

Composition du Bureau



Composition du COPI



NOTRE BILAN : LES 5 ANS DE LA PDH

LA STRUCTURATION D'UN RESEAU

En septembre 2017, la PDH est créée de manière informelle par 12 ONG fondatrices et devient le premier espace permanent d'échanges et de collaboration dédié aux ONG françaises engagées pour la protection et la promotion des droits humains à l'international. En 2018, les statuts de la PDH sont officiellement déposés en préfecture pour une reconnaissance juridique officielle de la structure. À noter qu'au cours de la même année, c'est grâce à la mise en place de ses instances de gouvernance (Bureau, COPIL), et d'un secrétariat exécutif, accueilli et géré par l'un de ses membres (Agir ensemble), qu'elle se structure, obtient un financement auprès de l'AFD et de la Fondation de France (FDF), et commence à remplir des objectifs prédéfinis.

Outre les organes de gouvernance présentés précédemment, des groupes de travail (composés de collaborateurs des membres de la PDH) ont été constitués et chargés de mettre en œuvre certaines activités appuyées par le secrétariat exécutif, à savoir :

- Groupe de travail 1 : Adhésion des nouveaux membres ;
- Groupe de travail 2 : Relations extérieures ;
- Groupe de travail 3 : Communication extérieure ;
- Groupe de travail 4 : Financements et modèle économique ;
- Groupe de travail 5 : Recherche et plaidoyer ;
- Groupe de travail 6 : Échanges de pratiques et de formations.

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire de juin 2022, la PDH a acté une re-structuration au niveau des groupes de travail avec la disparition des groupes de travail 2 et 3, et la fusion des groupes de travail 4 et 5.

Des espaces formels et informels entre les membres de la PDH (cafés PDH, clubs métiers, communautés de pratiques et mentorat) ont aussi été mis en place depuis sa création, afin de permettre aux membres de la PDH de découvrir leur travail respectif, et de communiquer sur les expériences de chacun et chacune.

RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS FRANÇAIS

En cinq années d'existence, la PDH a établi des relations fortes avec les pouvoirs publics français, parmi lesquels :

- Une représentation au CNDSI ;
- La création en 2021 d'un groupe ad hoc pour aboutir à une stratégie française de protection des défenseurs et des défenseuses des droits humains en lien avec le MEAE ;
- L'obtention du statut de partenaire de l'Initiative Marianne.

Elle a également mené des actions de plaidoyer à destination des décideurs français et européens et des partenaires techniques et financiers, afin d'assurer non seulement une meilleure protection des droits humains à l'international (deux rapports "Covid-19 et droits humains", une campagne de plaidoyer "UE et droits humains", une note de position sur le financement des ONG françaises de droits humains, etc.), mais également pour améliorer leur financement.

LES TEMPS FORTS DES 5 ANS DE LA PDH



26 septembre

Conférence avec les 12
ONG fondatrices réunies
pour la signature de la
Charte constitutive de la
PDH



14 février

Signature protocole de partenariat
avec le Groupe Enfance



6 mai

Publication de la première note de
position de la PDH sur les spécificités
des financements des ONG DH



Juillet

1ère formation de la PDH : les
mécanismes onusiens

2017

2019

2018



6 juillet

Assemblée générale
constitutive

8 septembre

Enregistrement de la PDH
auprès de la préfecture



Élaboration du plan de
formations (2018-2022)



Adhésion de nouveaux membres



Juin
Publication d'un second rapport Covid-19 et droits humains

IOI Plateforme
IOI Droits de l'Homme
— Talks Business & DH

Octobre 2020 à juin 2021
Cycle de webinaires
"Business et droits humains"



Novembre
Le CNDSI produit le rapport
"Créer un environnement favorable pour la société civile"



Mars
Lancement de deux nouveaux espace d'échanges : les clubs métier et les cafés PDH



Décembre
Lancement de l'Initiative Marianne

2021

2020

2022



Le site internet de la PDH voit le jour

Juin

Mars

Lancement de la 1ère communauté de pratiques : l'univers carcéral



Publication d'un 1er rapport sur les impacts du Covid-19 sur les droits humains



Mars à Juillet

Campagne de plaidoyer autour de la PFUE 2022



Participation au CNDSI et contribution au rapport "Créer un environnement favorable à la société civile"



Juillet

Lancement du projet Défenseur-e-s



Lancement de la PDH News



Lancement du dispositif mentorat

LANCEMENT DU PROJET DÉFENSEUR.E.S

GENESE

Le projet "Initiative pour les défenseur-es des droits humains dans le monde" surnommé "projet défenseur-es" a été monté par une consultante indépendante : Sara Guillet et Michel Forst, en tant que consultant en fin d'année 2021/début d'année 2022, avec le concours de la PDH (Bureau/COPIL), et de ses membres en particulier Agir ensemble comme chef de file du projet mais également l'Association Francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH), la Fédération internationale des actions des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT), la FIDH et Tournons La Page (TLP) comme principaux opérateurs du projet.

Le projet s'appuie sur l'expertise préexistante des membres de la PDH qui travaillent sur la thématique de la protection des DDH, à savoir :

- Agir ensemble : qui a créé le premier fonds d'urgence au bénéfice des DDH dès 1999.



Initiative pour les **d**éfenseur-es
des **d**roits humains dans le monde

- AFCNDH : qui fédère et coordonne le soutien à toutes les INDH francophones, qui sont toutes membres de l'Alliance Globale des INDH qui a adopté en 2018 une déclaration sur le rôle des INDH en matière de protection des DDH.
- FIACAT : qui accompagne les DDH du mouvement des ACAT depuis 36 ans sur le terrain et représente leurs intérêts auprès des instances régionales et internationales de défense et de promotion des droits humains.
- FIDH : qui co-pilote depuis la fin des années quatre-vingt-dix, l'Observatoire pour la protection des DDH et qui est à ce titre membre du consortium ProtectDefenders.eu.
- TLP : qui réunit près de 250 organisations membres dans 14 pays d'Afrique et en Europe et qui travaille au quotidien avec des DDH à la promotion de la démocratie et des droits fondamentaux.



*Membres du réseau PDH ayant établi une convention de partenariat avec Agir ensemble

STRUCTURATION PARTENARIALE DU PROJET

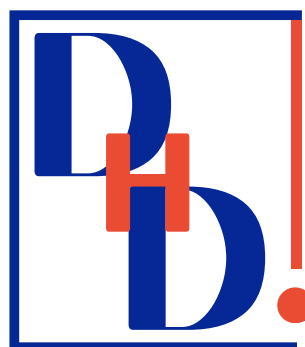
Le projet est porté en consortium par la PDH et Agir ensemble comme chef de file avec quatre membres opérateurs au sein du projet que sont l'AFCNDH, la FIACAT, la FIDH et TLP. Cette structuration partenariale permet de s'appuyer sur l'expertise, l'expérience et les réseaux locaux des membres de la PDH impliqués dans le projet pour optimiser sa mise en œuvre.

EXEMPLES D'ACTIVITÉS MENÉES AU COURS DE L'ANNÉE

- Deux formations sur la documentation des cas de violations des droits humains et les techniques de plaidoyer ont été réalisées par la FIACAT et TLP et ont permis de former au total 40 DDH, en juillet 2022 au Togo et en février 2023 à Madagascar. Au Togo, les formations ont été dupliquées dans différentes régions du pays.
- Une formation à la sécurité numérique organisée par la FIDH à Madagascar en février 2023 avec la participation de 13 personnes (dont 10 femmes) : représentant.es de Transparency International, de l'ACAT-Madagascar, d'avocates de droits humains (recommandées par l'Observatoire international des avocats en danger-OIAD), de l'ONG Tolotsoa, et du mouvement Rary Aro Heroes (organisation de jeunes DDH).
- Deux missions de plaidoyer menées (au Togo en juillet 2022 avec TLP et à Madagascar en février 2023) par la FIACAT pour rencontrer des personnalités politiques.

et diplomatiques, ainsi que les OSC au sujet du projet de loi de protection des DDH ; ainsi qu'une mission de plaidoyer à Banjul (Gambie) où une délégation de la FIACAT, TLP et Agir ensemble ont participé à la 73ème session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP).

- Préparation d'une publication sur le concept de protection collective des défenseurs/défenseuses des droits humains et son applicabilité sur le continent africain par la FIACAT et l'AFCNDH, en collaboration avec des étudiants/étudiantes de Sciences Po Bordeaux.
- Assemblée générale de l'association Marianne et rencontre avec la promotion 2023 des DDH lauréats/lauréates de l'Initiative Marianne, en mars 2023.



NOS GROUPES DE TRAVAIL

GROUPE ADHÉSION

Ce groupe est chargé d'instruire les nouvelles demandes d'adhésion au réseau, de les présenter au Comité de Pilotage pour validation et d'engager un dialogue avec de futurs potentiels nouveaux membres. Pour rappel, toute nouvelle demande d'adhésion doit être adressée par une organisation demanderesse au secrétariat exécutif de la PDH qui examinera celle-ci sur la forme. Le secrétariat transmet la demande au Groupe de travail qui réalisera un examen approfondi des critères d'adhésion.

La validation finale de la candidature de l'organisation demanderesse revient au Comité de pilotage après recommandation du Groupe de travail.

L'objectif visé par le Groupe de travail Adhésion est d'atteindre une trentaine de membres d'ici la fin de la phase 2 de la PDH. La référence du groupe est assurée par Pauline Tubiana de l'organisation Avocats Sans Frontières - France.

En janvier 2023, trois nouveaux membres ont rejoint la PDH :



EQUIPOP

Créée en 1993, l'organisation Equipop agit pour les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde, en combinant mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats, notamment en Afrique de l'Ouest. Elle agit ainsi au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices locales jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international pour lutter contre les inégalités femmes-hommes.

 **Zoom sur : Rapport "Droits des femmes : combattre le backlash"**



LES ORCHIDÉES ROUGES

Créée en 2017, l'organisation Les Orchidées rouges mène des actions de sensibilisation et de prévention pour éradiquer les mutilations sexuelles féminines, le mariage forcé et toutes les autres formes de violences faites aux femmes et aux jeunes filles dans le monde et plus précisément en France et en Côte d'Ivoire. Elle les accompagne ainsi dans une démarche interculturelle, dans leur reconstruction globale, jusqu'à leur (ré)insertion sociale et professionnelle.

 **Zoom sur : Documentaire "Les Orchidées Rouges" par Clara Gilles**



RÉSEAU EUROMED FRANCE

Créée en 2005, le REF est un réseau rassemblant 37 organisations de la société civile française (associations, collectifs et syndicats) et des adhérents individuels engagés dans les pays du pourtour méditerranéen. Le REF entend ainsi être un lieu d'action, d'échange de pratiques et de réflexion des acteurs de la société civile française impliqués dans cette zone sur une large palette de thématiques : éducation et jeunesse, art et culture, migration, égalité entre femmes et hommes, droits de l'Homme, recherche, etc.

 **Zoom sur : Le cahier n°8 du REF**

GROUPE RECHERCHE, FINANCEMENT ET PLAIDOYER

Ce groupe est chargé de l'élaboration de réflexions, de la production de notes, la diffusion de prises de position sur les thématiques en rapport avec les domaines d'action pré-identifiés dans la stratégie de plaidoyer de la PDH. Il est également chargé de la réflexion autour des ressources nécessaires au fonctionnement de la PDH sur les court, moyen et long termes, ainsi que sur la disponibilité des financements pour les ONG du secteur des droits humains.

Sur la période juin 2022 à mai 2023, le groupe a été à l'initiative et a participé à plusieurs travaux/événements avec l'appui du secrétariat exécutif :

Le 6 juillet 2022, a été organisée une Masterclass en ligne avec Abier Al Masri, lauréate palestinienne de l'Initiative Marianne et chercheuse pour le Human Rights Watch. Ce fut l'occasion pour elle de partager son expérience professionnelle en tant que chercheuse et d'échanger avec les participants, collaborateurs membres de la PDH.

Au cours de cette période, la PDH été représentée auprès du CNDSI par Eleonore Morel, directrice générale de la FIDH, notamment le 27 septembre 2022 lors d'une rencontre sur la diplomatie féministe, au cours duquel un message pour davantage de cohérence dans les actions et les stratégies a été délivré, et un besoin de travailler au-delà des pays éligibles à l'aide publique au développement (APD) a été relevé. Cela s'est illustré aussi par la participation à trois plénières (5 juillet 2022, 7 décembre 2022 et 21 mars 2023) accompagnée de prises de paroles sur des thématiques relevant de l'intérêt de la PDH. Le 8 novembre 2022, Raphaël Chenuil-Hazan et Éléonore Morel, ont participé à un groupe de travail du CNDSI sur les fondations pour les sensibiliser à la question des spécificités du financement des ONG de droits humains.

En septembre 2022, la PDH et plusieurs de ses membres (FIACAT, FIDH, RSF, Agir ensemble, TLP, AFCNDH) ont signé une déclaration conjointe relative à la nécessité d'un visa européen pour les DDH en danger dans le cadre d'une campagne ; une initiative du mécanisme européen de protection - ProtectDefenders.eu, suivie et mise en place par la société civile internationale. Après avoir signé la déclaration initiale en octobre 2022, la PDH aimerait aller plus loin et plusieurs échéances à moyen-terme le permettraient, comme la participation au rapport sur les visas de la Fundamental Rights Agency en juin 2023 ou encore l'organisation d'une visite à l'ambassade d'Espagne qui assumera la présidence de l'UE dès juillet et qui a déjà exprimé sa volonté de lancer un travail de refonte du code de visas européens.

Mais avant de prendre attache avec ces différents acteurs, le groupe de travail « Recherches et plaidoyer » a souhaité consulter les organisations membres de la PDH par le biais d'un questionnaire sur les difficultés à obtenir des visas qu'elles ont pu rencontrer au cours de l'année passée.

En octobre 2022, un travail de préparation d'une note relative au criblage/filtrage concernant la lutte contre le financement du terrorisme a été effectué par la PDH et envoyé le 7 octobre par le président de la PDH, à Anne-Charlotte Dommartin, déléguée aux relations avec la société civile et aux partenariats au MEAE et Nicolas Le Guen, responsable des partenariats avec les organisations de la société civile à l'AFD. Cette lettre avait pour objectif d'exposer les interrogations des membres quant à cette nouvelle régulation, de proposer des recommandations et de solliciter une rencontre tripartite (AFD/MEAE/PDH) avant la mise en œuvre effective du filtrage.

D'autres actions de plaidoyer à ce sujet ont été menées, notamment une action juridique initiée par plusieurs ONG de développement (Coordination sud, Action Contre la Faim, Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, Handicap International, Médecins du Monde, Secours Catholique Caritas France) avec pour objectif de démontrer le caractère trop restrictif au vu du droit applicable.¹ Le 10 février 2023, le Conseil d'Etat a décidé d'annuler formellement "les lignes directrices en matière de criblage au motif que l'obligation de criblage n'existe pas en l'état du droit".²

Les 1er et 2 décembre 2022, la PDH et trois de ses membres (la FIACAT, Human dignity et Agir ensemble) ont participé au 10ème séminaire OSC UA - UE sur les droits humains et la gouvernance démocratique, intitulé "Une décennie de recommandations en matière de droits de l'homme - Où en sommes nous et comment aller de l'avant ?".

Au cours de cette période, la PDH a également mis un point d'honneur au renforcement de ses liens avec le Human Rights and Democracy Network (HRDN) par le biais de Lionel Grassy, représentant du plaidoyer européen de la PDH. Cela s'est illustré par la contribution de la PDH et ses membres au rapport annuel du Parlement européen sur les droits humains et la participation de certains membres de la PDH (Agir ensemble, FIDH, FIACAT) les 14 et 15 décembre 2022, au 10ème séminaire des OSC UA-UE organisé par le HRDN. Le représentant du plaidoyer de la PDH a également assisté à quatre rencontres du HRDN, lors desquelles il a pu relayer les priorités portées par la PDH au niveau européen et inversement afin de permettre une cohérence entre la politique menée en capitale et celle portée par l'UE.

En février 2023, la PDH et plusieurs de ses membres ont signé une lettre appelant au renouvellement pour 3 ans du mandat de la fonction de Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des DDH à l'occasion du

52ème Conseil des droits humains, initiative lancée par le Service international pour les droits humains (ISHR).

Le temps fort de cette période d'activités (juin 2022-mai 2023) a été marqué par la préparation et la publication du rapport "Stop au rétrécissement de l'espace civique : l'appel à l'action de la PDH", rédigé par une consultante : Sarah Hayes et l'appui du secrétariat exécutif de la PDH par le biais d'une collecte de témoignages auprès des membres de la PDH. Il se focalise sur le phénomène de rétrécissement de l'espace civique, et sur son impact sur les activités menées par les DDH et les OSC. Fruit d'une collaboration, il revient sur de nombreux témoignages des membres de la PDH, accompagnés de plusieurs de leurs recommandations à destination des représentants institutionnels nationaux, régionaux et internationaux et des partenaires techniques et financiers. Un webinaire de présentation de ce rapport, ouvert au grand public, s'est ensuite tenu le 23 mars, durant lequel les intervenants membres de la Plateforme (Raphaël Chenail-Hazan en tant que président de la PDH, Mathieu Pourchier pour TLP, Ariane Grésillon pour ECPM, Lionel Grassy pour la FIACAT et Caroline Martinez pour la modération en tant que coordinatrice du secrétariat exécutif de la PDH) ont pu exposer les recommandations du rapport de plaidoyer et les illustrer avec des exemples concrets.

- ✉ Plus récemment, une tribune relative au financement de la société civile intitulée "SOS Méditerranée privée des subventions de la Ville de Paris : naufrage juridique contre le financement de la société civile" a été rédigée par la PDH. Dans la continuité du rapport "Stop au rétrécissement de l'espace civique : l'appel à l'action de la PDH", l'objectif était de mettre en lumière la généralisation du phénomène de rétrécissement de l'espace civique en particulier au niveau des financements alloués à la société civile.

¹ Article sur le site internet de Coordination sud sur l'annulation des lignes directrices en matière de criblage par le Conseil d'Etat, 20 février 2023 : <https://www.coordinationsud.org/actualite/annulation-des-lignes-directrices-en-matiere-de-criblage-par-le-conseil-detat/>

² Idem.

GRUPE ÉCHANGES DE PRATIQUES ET DE FORMATIONS

Ce groupe est chargé de la mise en œuvre d'activités pour favoriser les "échanges entre pairs" et la capitalisation des "bonnes pratiques", ainsi que la mise en place de formations sur des sujets d'intérêt commun aux membres de la PDH.

Au cours de la période juin 2022-mai 2023, quatre formations ont été organisées par la PDH et proposées à ses membres :

Tout d'abord, la PDH a proposé une nouvelle formation aux membres de la PDH sur l'animation. Les deux sessions de formation "Animation" animées par l'entreprise Agora Dazibao représentée par Joris Darphin, avait pour objectif d'apprendre à utiliser diverses méthodes d'animation pour encadrer plusieurs personnes en présentiel ou en visioconférence et favoriser le dialogue entre ceux-ci dans le but de faire émerger un débat ou un travail collectif dynamique et productif. Cette formation a eu lieu deux fois sur cette période d'activités : le 17 novembre 2022 et le 31 janvier 2023. Lors de la première édition, 11 participants dont 80% de femmes ont pu être comptabilisés, les chiffres ont ensuite légèrement augmenté pour la deuxième édition qui a vu se réunir 13 participants.

Une session de perfectionnement de la formation sur la CADHP a eu lieu le 29 mars à Paris. Une première formation sur cette thématique avait été organisée en avril 2022. La formation de mars 2023 a réuni 10 participants dont 90% de femmes, avec pour objectif d'aider les membres de la PDH à mieux comprendre le fonctionnement de la CADHP pour interagir avec elle, et surtout mener des actions de plaidoyer auprès de cette institution.

Les intervenants, Guillaume Colin, directeur exécutif, et Xavière Prugnard, représentante auprès de l'UA, de la FIACAT, sont revenus, après une présentation théorique du système africain des droits humains et de la CADHP, sur les opportunités de plaidoyer et possibilités d'interaction pour la société civile, notamment dans le cadre des examens périodiques des États. Évoquer le nombre de femmes présentes.

Enfin, une nouvelle édition de la formation sur le suivi et l'évaluation des projets s'est tenue sur deux demi-journées : les mardi 23 mai et 13 juin de 14h à 17h30. Elle fut dispensée en ligne par Emmanuel Raison - consultant indépendant - avec la possibilité pour les participants, entre les deux sessions de travailler en groupe en présentiel ou en distanciel sur des exercices pratiques. En plus du contenu classique relatif au suivi et à l'évaluation des projets, la dimension genre a été intégrée au programme de cette troisième édition.

NOS ESPACES INFORMELS

COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES

La communauté de pratiques vise à rassembler les collaborateurs et les collaboratrices des membres autour de sujets partagés sur lesquels un besoin d'échanges d'expériences est exprimé. L'objectif est de réfléchir, mutualiser et améliorer les pratiques dans l'optique de produire des ressources utiles pour le secteur.

A titre d'exemple, durant cette période, les acteurs de la communauté de pratiques sur l'univers carcéral se sont réunis pour poser les bases d'une mission au Congo, en présence de Prison Insider, l'ACAT-Congo, la FIACAT et Agir ensemble. Dans le cadre de la deuxième édition du festival Concertina (1-3 juillet 2022), une vidéo sur les enjeux du travail en milieu carcéral a été élaborée entre Christian Loubassou (ACAT-Congo), Thibaut Kurtz (Agir ensemble) et Carole Berrih (Agir ensemble), puis diffusée sur la chaîne YouTube de la PDH. Enfin un panel composé de représentants de l'ACAT Congo, de l'ACAT Madagascar, et d'universitaires, a été réuni afin de présenter les conditions carcérales en Afrique devant un public composé d'acteurs associatifs, universitaires et institutionnels.

MENTORAT

Le mentorat réunit deux personnes de deux organisations membres différentes, de niveau d'expérience différent, afin d'échanger régulièrement dans un objectif d'apprentissage et de partage mutuel entre un senior et un junior.

En octobre 2022, le couple de mentorat composé de Laurent Duarte (secrétaire exécutif de TLP), et Caroline Martinez (chargée de projets et de plaidoyer à Agir ensemble et coordinatrice du secrétariat exécutif de la PDH) a eu l'occasion de faire une session de mentorat en présentiel de tuiage dans le cadre d'une rencontre de plaidoyer auprès de députés à l'Assemblée nationale lors d'une tournée de plaidoyer menée en collaboration entre Agir ensemble et TLP.

CAFÉ PDH

Les cafés PDH sont des temps informels en ligne d'une heure où un ou plusieurs membres se présentent ou leurs activités pendant une trentaine de minutes, et échangent par la suite une trentaine de minutes avec les collaborateurs des autres membres de la PDH présents.

A titre d'exemple, le 13 octobre 2022, la FIACAT a été mise à l'honneur lors d'un café PDH. Ce fut l'occasion pour ses membres de présenter leur organisation, ses initiatives et ses valeurs. Ce moment d'échange a vu se réunir 10 participants et participantes (dont 40% de femmes) membres de 3 organisations (FIACAT, Agir ensemble et Solidarité Internationale LGBTQI - SIL).

CLUB MÉTIER

Le club métier est un espace de valorisation et de mutualisation des savoirs et des expériences entre collaborateurs et collaboratrices. Le but est que les membres de ces clubs se réunissent régulièrement ou au besoin, afin d'échanger sur différents sujets liés à leur corps de métier et aux problématiques qu'ils ou elles peuvent rencontrer.

A titre d'exemple, le 8 février 2023, un club métier « dirigeants d'ONG » s'est tenu réunissant 10 participants de 8 organisations différentes. Au programme, des discussions sur les entretiens annuels, sur le management ou encore sur les difficultés de recrutement. Plusieurs idées ont émergé pour pallier ce dernier point et des formations sur les entretiens annuels et le management ont également été conseillées.

ÉVÉNEMENTS ET NOTES DE POSITION

MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT : "STOP AU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE : L'APPEL A L'ACTION DE LA PDH"

Ce rapport repose sur une analyse générale des retours d'expérience des membres de la PDH. Afin de restituer au mieux les perceptions et les conclusions de chacun de ses membres, le Secrétariat exécutif de la PDH a fait circuler auprès d'eux, dès septembre 2022, un questionnaire et des entretiens sur le rétrécissement de l'espace civique pour faciliter le travail de la consultante. Ils portaient à la fois sur :

- Les incidences sur le respect des droits humains dans les pays où les membres de la PDH sont actifs ;
- L'impact de ce rétrécissement sur les activités menées par les DDH ;
- Les incidences sur la conduite des projets (impacts, adaptations) ;
- La prise en compte de ce phénomène et les contraintes qu'elles induisent par les partenaires techniques et financiers dans leurs relations avec les membres de la PDH ;
- L'accès de la société civile aux institutions européennes et internationales ;
- Les relations des membres de la PDH avec les autorités françaises en lien avec ce rétrécissement.

À la clôture de cette consultation, le rapport a été rédigé sur la base des réponses apportées par les membres, les rapports produits récemment sur le sujet, ainsi qu'une revue plus large de la littérature.

Le secrétariat de la PDH a également sollicité en parallèle le MEAE pour un bilan de mise en œuvre des recommandations formulées en 2021 par le groupe de travail du CNDSI, dans son rapport portant sur un environnement favorable pour la société civile, sur lequel revient le rapport de la PDH.



RAPPORT DE PLAIDOYER

"STOP AU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE : L'APPEL À L'ACTION DE LA PDH"

SORTIE DU RAPPORT : COMMUNICATION ET PLAIDOYER

Pour dynamiser la diffusion du rapport "Stop au rétrécissement de l'espace civique : l'appel à l'action de la PDH", publié le 14 février 2023, un plan de communication/plaidoyer a été élaboré.

Il a permis de mettre en place un kit de communication composé notamment d'infographies mettant en lumière des recommandations phares du rapport destinées à être publiées sur les réseaux sociaux. Un communiqué de presse a également été transmis aux contacts presse préalablement identifiés. De plus, une capsule vidéo de "présentation de la sortie prochaine d'un nouveau rapport de la PDH" a été réalisée, laissant la parole à Raphaël Chenuil-Hazan, président de la PDH, et diffusée sur les réseaux sociaux. Pour illustrer la sortie du rapport, des articles "paroles d'acteurs et d'actrices" ont été rédigés et publiés sur le site internet de la PDH, puis relayés sur les réseaux sociaux. Ont ainsi été mis en lumière les combats de plusieurs DDH, comme Marc Ona Essanguï, Berta Cáceres, Bahati Rubango ou encore Narges Mohammadi. Enfin, une campagne de mailing a été lancée pour informer le grand public sur la sortie du rapport.



ARTICLES

"PAROLES D'ACTEURS ET D'ACTRICES"


WEBINAIRE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT


Le webinaire de présentation du rapport a eu lieu le 23 mars 2023, en ligne, via Zoom. Il a rencontré un grand succès : sur 44 inscrits, 40 participants ont pu être comptabilisés au temps fort du webinaire, chiffre ramené à 37 pour le reste du temps. Le webinaire était diffusé en parallèle sur Youtube et alors suivi par une dizaine de participants.

Faisant suite aux propos introductifs de Raphaël Chenuil-Hazan - président de la PDH, Mathieu Pourchier - responsable des programmes TLP est intervenu sur l'accélération du rétrécissement de l'espace de la société civile suite à la pandémie de COVID-19. Ensuite, Lionel Grassy - directeur plaidoyer FIACAT s'est prononcé plus spécifiquement sur le rétrécissement de l'espace civique au niveau des instances de dialogues multilatérales. Et enfin, se fut au tour d'Ariane Grésillon - directrice adjointe ECPM de s'exprimer sur la réponse inadaptée des partenaires techniques et financiers aux enjeux soulevés par le rétrécissement de l'espace civique. Cette dernière intervention a ensuite laissé place à une session questions/réponses riche d'échanges. La modération de ce webinaire fut réalisée par Caroline Martinez - coordinatrice du secrétariat exécutif de la PDH.

Enfin, un compte-rendu du webinaire a été rédigé et publié, le jeudi 30 mars, sur le site internet de la PDH, accompagné de divers posts sur les réseaux sociaux avant, pendant et après la tenue du webinaire.



 [Replay du webinaire disponible sur notre chaine Youtube](#)

 [Compte rendu du webinaire de présentation du rapport](#)

LETTRES SIGNÉES ET DOCUMENTS DE PLAIDOYER

- Signature de la déclaration conjointe relative à la nécessité d'un visa européen pour les DDH en danger - initiative ProtectDefenders.eu - par la PDH et plusieurs de ses membres (FIACAT, FIDH, RSF, Agir ensemble, TLP, AFCNDH), en septembre 2022.
- Rédaction d'une lettre à destination de Mme Anne-Charlotte Dommartin, déléguée aux relations avec la société civile et aux partenariats au MEAE et de M. Nicolas Le Guen, responsable des partenariats avec les organisations de la société civile à l'AFD portant sur le criblage/filtrage concernant la lutte contre le financement du terrorisme, en date du 7 octobre 2022.
- Rédaction, par certains membres de la PDH (ACAT-France, ECPM, RSF) de la lettre ouverte à Catherine Colonna, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de France, "Nous ne voulons pas d'un second Tiananmen", en date du 12 décembre 2022.
- Signature d'une lettre appelant au renouvellement pour 3 ans du mandat de la fonction de rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des DDH, en février 2023.

ÉVÈNEMENTS DE PLAIDOYER

Les 1er et 2 décembre 2022, la PDH et trois de ses membres (FIACAT, Human dignity et Agir ensemble) ont participé comme évoqué précédemment au 10ème séminaire OSC UA-UE sur les droits humains et la gouvernance démocratique, intitulé "Une décennie de recommandations en matière de droits de l'homme - Où en sommes nous et comment aller de l'avant ?".

Au cours de ce séminaire un document rassemblant les recommandations communes de la société civile européenne et africaine à destination de l'UA, à l'UE et à leurs États membres, ainsi qu'au partenariat UE-UA, a été élaboré. Au delà des recommandations générales sur le partenariat UA-UE et le rôle de la société civile dans celui-ci, des recommandations plus spécifiques ont été émises sur des préoccupations majeures comme les droits humains et les élections, la participation des femmes au processus de paix et à la vie politique, la liberté d'expression la lutte contre la torture, etc.

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, le 10 décembre 2022, s'est tenu un évènement organisé à l'Hôtel de Ville de Lyon en partenariat avec la PDH. Alors que la première édition de cet évènement annuel était dédiée à la liberté d'opinion et d'expression et son corollaire, la liberté de presse ; cette deuxième édition fut consacrée à la protection de l'environnement et à la valorisation de l'engagement des défenseurs et des défenseuses du droit de l'environnement. Le temps fort de cette journée fut marqué par la remise du titre de la citoyenneté d'honneur de la ville de Lyon à des DDH dont trois, que sont : Marc Ona Essangui, Berta Cáceres et Narges Mohammadi, furent proposés par la PDH (en particulier par TLP, Agir ensemble, AFCNDH et ECPM). De plus, à l'occasion de cette journée spéciale, un livret comprenant notamment trois articles d'expertise de défenseuses des droits humains et de l'environnement ayant toutes un lien avec la PDH ou l'un de ses membres - Agir ensemble - a été rédigé. Era Purnama Sari et Marina Paula Oliveira - toutes deux accueillies en France dans le cadre du dispositif d'urgence "Lyon Ville refuge" géré par Agir ensemble - ainsi que Yuvelis Natalia Morales Blanco - lauréate de l'Initiative Marianne - ont ainsi pu partager leurs combats pour faire connaître au plus grand nombre les enjeux auxquels elles font face dans leurs propres pays.



RAPPEL BUDGET

TRANCHE 1 PDH 2

Dépenses PDH 2	Budget Total	Descriptif
1. Immobilier, équipements technique et mobilier		
Achat équipement informatique	800 €	Achat d'un ordinateur et de téléphones
2. Frais de services, achats et locations		
	0 €	
3. Etudes, consultances et prestations externes		
Publication d'outils de communication	1 500 €	Publication de plaquettes, rapports de présentation de l'action de la Plateforme
Etudes externes	5 200 €	Forfait pour des études externes
Evaluation externe	20 000 €	Evaluation des phases 1 et 2 PDH pour conception phase 3 et autonomisation de la PDH
Audit externe	5 000 €	Audit financier externe
4. Frais de voyages, de déplacements et de mission		
Déplacements Paris - Région / Formations animations	18 000 €	3 ans x 30 déplacements x 200 € (PDH 1 : 220 €)
Frais d'hébergement formations Plateforme	2 380 €	Frais d'hébergement lié aux formations / échanges de pratiques
Frais de restauration animation Plateforme	3 000 €	Frais de restauration lié à l'animation de la Plateforme (estimation)
5. Activités non ventilables		
Organisation de formations	15 000 €	6 formations x 2 500 € (PDH 1 : 1 500 € / formation)
Organisation d'événements	20 000 €	événements physiques ou numériques
Suivi et amélioration du site internet	2 500 €	entretien et mise à jour du site internet de la Plateforme
6. Ressources humaines		
Temps de travail ONG membres	100 800 €	2 880 heures x 35 h
Animation plateforme	144 000 €	1 ETP x 4 000 € x 36 mois
Communication	31 500 €	0.25 ETP x 3 500 € x 36 mois
Plaidoyer Bruxelles	8 100 €	0.05 ETP x 4 500 € x 36 mois
Suivi financier	7 200 €	0.05 ETP x 4 000 € x 36 mois - RAF Agir ensemble
7. Frais de fonctionnement du secrétariat		
	53 820 €	
TOTAL	438 000 €	

Recettes	Budget Total	Descriptif
Subvention de l'AFD	263 000 €	60% des dépenses
Total des valorisations d'origine privée	100 800 €	2 880 heures x 35 € / h
Autres fonds privés (Fondation de France)	60 000 €	
Cotisation des membres	15 000 €	
Total	438 800 €	

DÉPENSES - RECETTES

DÉPENSES

Dépenses		Budget AFD	Budget AFD Tranche 1 (24 mois)	Dépenses à fin Mai 2023	% Budget Total	% Budget Tranche 1
		Total	Total	Total		
1- équipements technique	Achat équipement informatique	800	800	742	92,75%	92,75%
3- Etudes, consultances et prestations externes	Publication d'outils de communication	1500	1000	694	46%	69%
	Études externes	5200	2600	0	0	0
	Evaluation Externe	20000	12000	0	0	0
	Audit externe	5000	0	0	0	0
4- Frais de voyages, de déplacements et de mission	Déplacements Paris Région / formation animation	18000	12000	7154	38%	60%
	Frais d'hébergement formations plateforme	2380	1190	941	39,5%	79%
	Frais de restauration animation plateforme	3000	2000	1606	53,5%	80%
5- Activités non ventilables	Organisation de formations	15000	7500	5255	35%	70%
	Organisation d'événements	20000	10000	7365	36,8%	73,65%
	Suivi et amélioration du site internet	2500	1500	0	0%	0%
6- Ressources Humaines	Temps de travail ONG membres	100800	66528	67622,81	67%	101,66%
	Animation plateforme	144000	96000	100922,43	65%	105%
	Communication	31500	21000	13572	43%	65%
	Plaidoyer Bruxelles	8100	5400	5778,68	71%	107%
7- Coûts indirects (14%)	Suivi financier	7200	4800	18663,11	253%	389%
		53820	35521	32244	60%	90,7%
TOTAL		438800	279839	262562	59,8%	93,8%

- Ce chiffre n'est pas représentatif car nous n'avons pas reçu toutes les fiches du temps passé sur le projet par les membres à la date d'édition du rapport.

RECETTES

Recettes	Budget AFD (y compris Cofi FDF)	Budget AFD Tranche 1 (24 mois)	Recettes à fin Mai 2023	% Budget Total	% Budget Tranche 1
	Total	Total	Total		
Subvention de l'AFD	263 000 €	167 903 €	157 537,37€	59,9%	93,83%
Total des valorisations d'origine privée	100 800 €	66 528 €	67 622,81 €	67%	102%
Autres fonds Privés (FDF)	60 000 €	35 408 €	24 302,10€	40,5%	68,65%
Cotisation des membres	15 000 €	10 000 €	13 100 €	87,3%	131%
TOTAL	438 800 €	279 839 €	262 562,29€	59,84%	93,83%

PERSPECTIVE : FONDS DÉDIÉ

GENÈSE

Depuis 2020, la PDH est investie dans un dialogue avec le MEAE et l'AFD sur la faisabilité d'opérationnaliser un Fonds dédié au secteur des droits humains. Pour ce faire, la PDH a activement participé à une étude de faisabilité commanditée en 2020 par le MEAE, et qui a été réalisée par des consultants indépendants, Olivier Consolo et Sarah Chelal. Cette étude finalisée en 2021 constate non seulement la pertinence et la nécessité de créer un tel mécanisme de financement destiné aux ONG françaises du secteur des droits humains actives à l'international, mais aussi le portage celui-ci par un acteur associatif fédérateur : la PDH.

Après un échange tripartite (MEAE-AFD-PDH), la PDH a proposé à l'automne 2022 une note conceptuelle plus technique et concrète, dont l'objectif était d'obtenir une acceptation politique pour la mise en place du Fonds dédié. Suite à une validation de principe d'une phase pilote, la PDH doit travailler dans les prochains mois à la construction du projet : "Fonds dédié aux droits humains pour appuyer structurellement et soutenir les micros-mésoprojets liés au secteur des droits humains" (Fonds dédié) qui débiterait en début d'année 2024.

RÉSUMÉ DU PROJET

Ce Fonds dédié serait financé pour une phase pilote de 2 ans à hauteur de 2 millions d'euros par l'AFD (80% cofinancement), et réservé aux membres de la PDH dans un premier temps.

L'objectif étant de permettre à aux ONG françaises du secteur des droits humains de bénéficier du phénomène de ruissellement de l'APD qui, jusqu'à présent, est seulement captée par une dizaine d'ONG du secteur de la solidarité internationale.

Ce projet reflète une double volonté d'intervention : apporter un soutien structurel à ces ONG et financer leurs micros et méso-projets en complément d'autres dispositifs déjà existants. En outre, il permettrait également de pérenniser et renforcer les capacités et les stratégies de long terme des petites et moyennes ONG françaises du secteur des droits humains, de favoriser la production de connaissances et la construction de partenariats.



IOI Plateforme IOI Droits humains

NOUS CONTACTER

Secrétariat exécutif (Agir ensemble)

✉ contact@plateformedh.fr

📍 16 avenue Berthelot, 69007 Lyon

IOI Plateforme IOI Droits humains

L'espace de collaboration des
ONG françaises agissant à
l'international pour les
droits humains



www.plateformedh.fr



PlateformeDH



contact@plateformedh.fr